

COMMISSION DES FONDS
DE
CONTREPARTIE

BUREAU DU CHEF
DES
OPERATIONS CIVILES

DOCUMENT ISCC 2

S O M M A I R E

Le présent mémorandum contient trois parties:

1ère Partie

Elle traite des encaissements et décaissements du 1er trimestre 1963 et du 1er trimestre 1964. Elle en effectue la comparaison.

Dans les grandes lignes:

	<u>1er trimestre</u> <u>1963</u>	<u>1er trimestre</u> <u>1964</u>
Dépenses:		
Janvier	2 436*	2 596*
Février	851	3 164
Mars	<u>2 371</u>	<u>3 019</u>
Total:	5 658	8 779
Recettes ordinaires:		
Janvier	423	1 945
Février	415	1 773
Mars	<u>547</u>	<u>1 708</u>
Total	1 385	5 426
Recettes exceptionnelles:		
Janvier	680	1 400
Février	1 820	1 100
Mars	<u>1 197</u>	<u>1 200</u>
Total	3 697	3 700

Une nette amélioration dans les recettes de l'Etat apparaît donc:

5 426 contre 1 385.

Les chiffres donnés ici s'entendent en millions de francs congolais.

2ème Partie

Elle comprend les prévisions pour le restant de l'année.

Dépenses	1er semestre	18 472
	2ème semestre	<u>17 694</u>
		36 166

Le budget 1964 prévoyait 34 314.

La différence, soit 1 852, provient

- a) des dépenses afférentes à 1963 et payées en 1964: \pm 1 000
- b) des rappels Enseignement (octobre, novembre, décembre: 500
- c) des paiements D.C.M.P. : 300

Recettes:

1er semestre	17 226
2ème semestre	<u>16 200</u>
Total	33 426

Impasse: 36 166 - 33 426 = 2 740

3ème Partie

Elle prévoit le financement du déficit.

Sur les 4 000 de Fonds de Contrepartie
étant déjà engagés, il reste

2 774 *
1 226.

Manque donc 2 740 - 1 226, soit 1 514
qui pourraient être fournis par le boni de change
supplémentaire provenant des aides financières.

Afin qu'il n'y ait aucune équivoque, il serait bon d'en avertir le
Conseil Monétaire.

Les 10 000 prévus au budget passant à 11 600.

La conclusion marque les efforts accomplis par le Ministère des Finances,
et insiste sur le non dépassement des crédits budgétaires 1964.

* Voir détail page 22.

Memorandum sur la Trésorerie

I. INTRODUCTION

Le budget 1963 prévoyait:...

Dépenses 23 433

Recettes 13 177

Les décaissements pour cette même année atteignent:

± 28 912

Les recettes fixes 12 223

Le déficit, soit 16 689

étant comblé par

Souscriptions B.T. auprès des Banques 4 552

Avances du Conseil Monétaire 7 700

Bénéfices réserves (réévaluation des réserves) 1 865

Boni de change 750

Fonds de contrepartie 1 720

Divers (recettes des comptables à ristourner
aux provinces 102

En concordance avec la réforme monétaire et afin d'en appuyer les effets en vue d'une stabilisation monétaire, le budget 1964 a été l'objet d'un dépouillement approfondi.

En août 1963 des circulaires étaient adressées aux provinces et aux ministères du Gouvernement central.

Tous les budgets ont été examinés avec soin et il a été procédé à une revision complète de toutes les demandes en vue de les limiter à des montants normaux. On ne reprendra pas les chiffres; ils ont été cités dans l'exposé des motifs de la loi budgétaire ainsi que les réductions opérées dans les différentes rubriques.

Le budget 1964 se présente comme suit:

Dépenses	27 701	Gouvernement central
"	6 616	Provinces
Recettes	34 317	

Les budgets des provinces n'ayant pas été pris en considération suite aux exagérations manifestes qu'ils reflétaient, une subvention nette leur a été accordée.

Le budget 1964 n'a donc rien de suriait mais au contraire montre bien la volonté du Ministère des Finances d'assainir les finances de l'Etat et, du point de vue trésorerie, de ne faire appel qu'aux seules ressources prévues à condition bien entendu que les dépenses soient respectées.

Un premier pas en avant a déjà été fait fin 1963 par la recentralisation et le contrôle des dépenses de l'Education nationale. Si la Trésorerie l'avait exigée dès 1962, c'est près de 3 milliards de dépenses qui n'auraient pas été enregistrées au cours de cette année-là.

Résultats 1er trimestre 1964

Pour les 3 premiers mois de 1964, une nette amélioration s'est d'ailleurs manifestée. Si nous comparons avec 1963, les chiffres pour les trois premiers mois 1963 étaient les suivants :

Décaissements:

Janvier	2 436
Février	851
Mars	<u>2 371</u>

Total 5 658

qui ont été couverts par les encaissements :

a) Recettes ordinaires 1 385

b) Recettes exceptionnelles:

Avances C.M. 1 000

Bénéfices C.M. 487

Souscriptions B.T. 1 510

Fonds de contrepartie 170

Total (a) + (b) 5 082

qui se décomposent comme suit:

Janvier:

a) Recettes ordinaires:

Impôts	1
Douanes	273
Postes	97
Divers	<u>52</u>
	423 (1)

b) Recettes exceptionnelles:

Souscription B.T. auprès des banques 680 (2)

Total (1) + (2) 1 108

Déficit brut janvier 2 436 - 1 108 = 1 333

Report solde créditeur au 31.12.62 317

Déficit net 1 016

Février

a) Recettes ordinaires:

Impôts	49
Douanes	190
Postes	119
Divers	<u>57</u>
	415 (1)

b) Recettes exceptionnelles:

Fonds de contrepartie 700

Avances du Conseil

Monétaire 1 000

Souscription aux B.T. 120

1 820 (2)

Total (1) + (2) 2 235

Excédent brut: 2 235 - 851 1 384

Report solde débiteur au 31.12.63 1 016

368

La différence entre 1 013 et 1 016 provient du fait que les chiffres donnés dans ce rapport sont arrondis au million. De même pour les pages suivantes.

Mars

a) Recettes ordinaires:

Impôts	48	
Douanes	276	
Postes	152	
Divers	<u>71</u>	
	547	(1)

b) Recettes exceptionnelles:

Bénéfices portefeuille		
Conseil Monétaire	487	
Souscriptions aux Bons du		
Trésor	<u>710</u>	
	1 197	(2)

Total (1) + (2) 1 744

Déficit brut: 2 371 - 1 744 627

Report solde créditeur au 28.2.63 368

Déficit net 259

Pour la même période en 1964:

Décaissements:

Janvier	2 595
Février	3 165
Mars	<u>3 019</u>
	8 779

Ces dépenses ont été couvertes par:

a) Recettes ordinaires 5 426

b) Recettes exceptionnelles:

Bénéfices de réévaluation des réserves	600
Boni de change	2 400
Bénéfices du Conseil Monétaire ..	400
Bons du Trésor pour D.C.M.P.	<u>300</u>
	3 700
Total (a) et (b)	9 126

qui se décomposent comme suit:

Janvier

a) Recettes ordinaires:

Impôts	164
Douanes	1 209
Postes	439
Divers	<u>133</u>
	1 945 (1)

b) Recettes exceptionnelles:

Boni de change	800	
Bénéfices sur la réserve or et devises	<u>600</u>	
	1 400	(2)
Total (1) et (2)....	<u>3 345</u>	
Excédent brut: 3 345 - 2 595		750
Report solde créditeur au 31.12.63		<u>9</u>
Excédent net au 31.1.64		759

Février

a) Recettes ordinaires:

Impôts	423	
Douanes	1 089	
Postes	124	
Divers	<u>137</u>	
	1 773	(1)

b) Recettes exceptionnelles:

Boni de change	800	
B.T. pour D.C.M.P.	<u>300</u>	
	1 100	(2)
Total (1) + (2)	2 873	
Déficit brut: 3 165 - 2 873		292
Report solde créditeur au 31.1.64		<u>759</u>
Excédent net au 28.2.64		467

Mars

a) Recettes ordinaires:

Impôts	329
Douanes	963
Postes	130
Divers	<u>286</u>
	1 708 (1)

b) Recettes exceptionnelles:

Boni de change	800
Bénéfices Conseil Monétaire	<u>400</u>
	1 200 (2)

Total (1) + (2) 2 908

Déficit brut: 3 019 - 2 908	111
Report solde créditeur au 28.2.64	467
Excédent net au 31.3.64 (467 - 111)	356

Les dépenses pour janvier, février et mars se décomposent comme suit:

	<u>Janvier</u>	<u>Février</u>	<u>Mars</u>	<u>Total</u>
Institutions politiques	31	34	27	94
Dépenses militaires	290	586	370	1 248
Traitements et pensions dont enseignement	633	739	338	1 711
janvier	285			
février	427			
mars	334			
Envois de fonds	274	269	263	807
Dépenses extérieures	37	34	123	195
" intérieures	74	272	60	397
Matériel	350	346	201	898
Subsides	64	38	186	290
Ville de Léopoldville	12	12	14	40
Subventions provinces	357	447	611	1 416
Dépenses gouv. Congo au Sud Kat.	126	191	103	422
Dette	246	120	581	958
Exercices antérieurs	94	38	134	298
Total	2 595	3 164	3 018	8 779 avec les retenues

Le détail des recettes s'impose car si elles paraissent élevées par rapport à 1963, il est encore possible de faire beaucoup mieux.

En 1962, et jusqu'à la fin de 1963, les possibilités d'en améliorer la perception ~~était difficile~~ On faisait la situation de Trésorerie, on enregistrait le déficit et souscrivait des Bons du Trésor ou sollicitait des avances du Conseil Monétaire.

Depuis fin 1963, début 1964, des directives sont données aux comptables receveurs; des contrôles sont effectués soit par le ~~sarvice~~ service d'inspection des finances, soit par le Secrétaire Général lui-même et par le Cabinet. du Ministère des Finances.

Au Service des Impôts, une vérification sévère des dossiers fiscaux a été demandée. Un premier contrôle effectué par le Cabinet du Ministre sur 13 dossiers a été édifiant à ce sujet: pas un n'était régulier. Depuis 1960, des milliards ont été perdus. Une société a déclaré en 1961 8 millions de bénéfices nets. En 1962, neuf millions, alors qu'apparaissaient, à son vrai bilan, des bénéfices de 30 et 35 millions.

Alors qu'avant l'indépendance il y avait à Léopoldville (et non pour les dossiers des sociétés de capitaux qui se trouvaient à l'OSI à Bruxelles) 25 à 30 vérificateurs européens, il y en a actuellement 3, plus 3 à 4 Congolais vérificateurs qualifiés.

Malgré cela un grand effort a été accompli:

1964 - Recettes janvier encaissées	164			
février	423			
mars	329			
	<u>916</u>			
1963 - Recettes janvier encaissées	1	contre	53	perçues par impôts
février	49	"	97	" "
mars	48	"	208	" "
	<u>98</u>		<u>358</u>	

et qui restaient dans les caisses des comptables, ce qui se passe de façon moins alarmante en 1964, suite aux différents contrôles exercés.

Il n'est nul besoin de commentaires mais il résulte de ces chiffres obtenus avec des moyens très faibles, qu'une assistance spéciale doit être accordée au Service des Impôts par des contrôleurs et vérificateurs,

Tant que cette aide nombreuse et efficiente n'aura pas été trouvée, des centaines de millions continueront à échapper au contrôle de l'Etat. Quelques personnes ne peuvent vérifier et contrôler des dizaines de milliers de dossiers.

Depuis deux ans le Ministère des Finances a réclamé à différentes reprises des experts qualifiés en ce domaine. Ils sont sur le point d'arriver en totalité.

En ce qui concerne le Service des Douanes, la statistique de perception montre également une hausse sensible.

1963

Janvier	324
Février	418
Mars	476
	<u>1 218</u>

Encaissées

273
190
<u>276</u>
739

Même remarque que pour les impôts.

1964

Janvier	1 317
Février	1 142
Mars	1 200
Total	<u>3 659</u>

On pourrait donc se montrer satisfait à la lumière de ces ~~chiffres~~ si les recettes rentraient effectivement dans les caisses de l'Etat mais les encaissements enregistrés donnent:

Janvier	1 209
Février	1 089
Mars	<u>963</u>
Total	<u>3 261</u>

dont 300 reportés de décembre sur janvier. Il s'agit des recettes douanières du Sud-Katanga de décembre encaissées au compte 205 en janvier. Manquent donc dans les recettes propres 1964 plus de 700 dont 300 dûs par l'OTRACO. Cela correspond au versement de plus d'un mois de subvention aux provinces par le Gouvernement central. Ce dernier n'ayant aucun volant de trésorerie à sa disposition, un trou de cette sorte ne peut qu'avoir de graves conséquences sur la situation du Trésor.

Des dispositions ont cependant là encore été prises, mais qui ne peuvent avoir qu'un caractère éphémère si elles ne sont pas suivies de mesures plus tangibles.

Des télégrammes, des circulaires, ont été adressés aux comptables des douanes. Une mission d'inspection, chargée plus particulièrement d'activer le versement des recettes va partir prochainement.

Le problème n'est pas si simple, du fait des distances. Il n'est pas rare qu'un douanier fasse 10, 20 et même 30 km à pied pour effectuer ses versements. Le Ministre des Finances a pris contact avec le Ministère des Travaux publics pour obtenir des véhicules.

La dernière lettre concernant cette demande au Ministère des Travaux publics date du 4 novembre 1963. A ce jour, le Service des Douanes n'a bénéficié d'aucun des véhicules réclamés.

Pour conclure ce chapitre des recettes, si un sérieux élan a été donné, il ne peut se concrétiser dans l'avenir que par le soutien d'une assistance technique d'exécution qualifiée; (vérificateurs, contrôleurs, comptables).

Le problème du déficit budgétaire ne sera résolu en partie que par la rentrée de toutes les sommes dues à l'Etat.

Les recettes d'impôts peuvent être très facilement doublées, même en 1964, les recettes douanières augmentées de 30%. Ce sont donc 5 à 6 milliards environ, qui échapperont au Trésor en 1964.

Ceci étant, comment se présente la situation de Trésorerie pour le prochain trimestre?

Les perspectives sont loin d'être encourageantes si le Trésor ~~ne~~ n'a pas les fonds de contrepartie ou des recettes supplémentaires.

Les dépenses seront en augmentation, les recettes sans doute en diminution, tout au moins en ce qui concerne les recettes fiscales dont les grosses rentrées ne commenceront qu'en septembre.

Malgré un premier trimestre favorable, il ne faut pas oublier que les 700 FC de droits de douane ne sont pas effectivement rentrés dans les caisses, que 100 FC de Bons du Trésor ont été remboursés dans l'euphorie de la Trésorerie relativement large de février, que 30 FC de dépenses non inscrites (remboursements prêt INCA ont été payés en mars), que 130 * millions de dépenses supplémentaires sont comptabilisés dans la situation du mois d'avril. Ce sont donc

$$700 + 130 + 30 = \underline{860}$$

qui manquent dans la Trésorerie telle qu'elle avait été conçue dans le budget 1964.

* Les 130 millions dont il est question seraient à prendre dans les 1 080 prévus pour la dette extérieure et qui ne sera payée qu'à partir de 1965.

On peut donc considérer cette dépense comme étant à inscrire dans les dépenses normales (Source: B.C.E.).

II. Prévisions pour le reste de l'année 1964

Malgré cette différence, le mois d'avril se présente comme suit:

Dépenses	3 583
Recettes	<u>3 180</u>
Impasse	403

Le chiffre de 3 180 de recettes comprend déjà 1 200 du Conseil Monétaire (boni de change et bénéfices).

Les dépenses s'élèvent à:

Institutions politiques	45	
Dépenses militaires	450	
Traitements et pensions	550	(avec rappel)
Enseignement	707	(2 mois)
Envois de fonds	200	
Dépenses extérieures	75	
" intérieures	100	
Matériel	380	
Subsides	100	
Ville de Léopoldville	14	
Subventions provinces	582	
Dépenses Gouv. central au Sud Kat.	40	
Dette et parastataux et souscription B.A.D.....	<u>340</u>	
	3 583	

Recettes:

a) Recettes ordinaires:

Douanes	1 100	
	+ 280	(reçus en avril du Sud Katanga mais concernant mars)
Impôts	400	
Divers	<u>200</u>	
Total	<u>1 980</u>	

b) Recettes exceptionnelles.....	850
Bénéfices Conseil Monétaire	<u>350</u>
Total	1 200
Total a + b	3 180

Au 31 mars 1964, le compte 205 présentait un solde créditeur de

	359
moins ordres en instance au Conseil Monétaire	<u>109</u>
solde disponible	250
Impasse avril	403
Moins solde disponible	<u>250</u>
Impasse	253
Ordonnances et virements en instance à la Trésorerie concernant mars et adressé au Conseil Monétaire le 31 mars 1964	<u>± 250</u>

ce qui ramène notre impasse, pour les dépenses afférentes au
mois d'avril à

403.

Pour les mois de mai et juin, la situation pourrait être envisagée
comme suit:

Mai:

Institutions politiques	45
Dépenses militaires	450
Traitements et pensions	400
Enseignement + rappel	360
Envois de fonds	<u>+ 150</u>
	200
Dépenses extérieures	60
" intérieures	130

Matériel	300
Subsides	80
Ville de Léopoldville	14
Subventions provinces	550
Dépenses Gouv. central au Sud-Katanga	51
Dette	<u>250</u>
	<u>3 040</u>

Juin:

Institutions politiques	45
Dépenses militaires	450
Traitements et pensions	400
Enseignement plus rappel	400
	150
Envois de fonds	200
Dépenses extérieures	60
" intérieures	130
Matériel	300
Subsides	80
Ville de Léo	15
Subventions provinces	550
Dépenses Gouvernement central au Sud-Katanga	50
Dette	<u>250</u>
	<u>3 080</u>

Les recettes seraient de l'ordre de:

a) Recettes ordinaires:

Douanes	1 200
Impôts	180
Divers	<u>280</u>
	1 660

b) Recettes exceptionnelles:

Boni de change 800

Total a + b 2 460

Manquant pour mai: 3 040
- 2 460
 580

Manquant pour juin: 3 080
- 2 460
 620

En reprenant l'impasse du mois d'avril 403
 " " de mai 580
 " " de juin 620

c'est une impasse de 1 603

que nous enregistrons en avril, mai et juin.

En faisant une brève récapitulation pour les 6 premiers mois de 1964, nous aurons alors:

Dépenses:

Janvier	2 595
Février	3 164
Mars	3 019
Avril	3 583
Mai	3 040
Juin	3 080
	<u>18 481</u>

Ces chiffres n'ont donc rien d'irrégulier car ils comprennent les dépenses afférentes à 1963 et payées en 1964 qui ne peuvent actuellement être chiffrés mais qui atteignent au moins 1 000.

Or, d'après le budget 1964 - 34 317 - les dépenses y afférentes pour les 6 premiers mois seraient de l'ordre de

17 160

Différence: 18 481 - 17 160 = 1 321.

Les recettes ordinaires encaissées pour les 3 premiers mois et les recettes prévues pour avril, mai et juin donneraient un montant de:

3 premiers mois	5 426
Avril	1 980
Mai	1 660
Juin	<u>1 660</u>

10 726

Alors qu'en recettes ordinaires il était prévu \pm 10 200.

Recettes exceptionnelles:

Janvier	1 400	Bénéfices réserves + boni de change (600 + 800)
Février	1 100	Boni de change + B.T. (800 + 300)
Mars	1 200	" " " + Bénéfices C.M. (800 + 400)
Avril	1 200	" " " + " " (850 + 350)
Mai	800	" " " " " "
Juin	<u>800</u>	" " " " " "

6 500

Total:

	10 726
+	<u>6 500</u>
	<u>17 226</u>

En ce qui concerne le deuxième semestre, on pourrait l'envisager comme suit:

Dépenses

	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Institutions politiques	45	45	45	45	45	45
Dépenses militaires	400	400	400	400	400	400
Traitements et pensions	400	400	400	400	400	400
Enseignement	500	500	275	275	275	275
Rappel	300	300	300	300		
Envois de fonds aux comptables	200	200	200	200	200	200
Dépenses extérieures ..	60	60	60	60	60	60
Dépenses intérieures ..	80	80	80	80	80	80
Matériel	280	280	280	280	280	280
Subsides	80	80	80	80	80	80
Ville de Léo	14	14	14	14	14	14
Subventions provinces..	550	550	550	550	550	550
Dépenses GC au Sud Kat	40	40	40	40	40	40
Dette et parastataux ..	250	250	250	250	250	250
	3 199	3 199	2 974	2 974	2 674	2 674

Soit au total pour le deuxième semestre: 17 694

Recettes

	:Juillet:	:Août:	:Sept.:	:Oct.:	:Nov.:	:Déc.:
a) <u>Recettes ordinaires</u>						
Douanes	: 1 250	: 1 250	: 1 250	: 1 250	: 1 250	: 1 250
Impôts	: 200	: 200	: 350	: 450	: 450	: 450
Divers	: 300	: 300	: 300	: 300	: 300	: 300
	<u>: 1 750</u>	<u>: 1 750</u>	<u>: 1 900</u>	<u>: 2 000</u>	<u>: 2 000</u>	<u>: 2 000</u>
b) <u>Recettes exceptionnelles</u>						
Boni de change	: 800	: 800	: 800	: 800	: 800	: 800
Fonds de contrepartie	: 0	: 0	: 0	: 0	: 0	: 0
	<u>: 2 550</u>	<u>: 2 550</u>	<u>: 2 700</u>	<u>: 2 800</u>	<u>: 2 800</u>	<u>: 2 800</u>

Soit au total 16 200

Dans le tableau des dépenses les rappels de l'enseignement sont prévus en juillet, août, septembre et octobre, soit au total:

	1200
plus 300 en mai et juin	<u>300</u>
soit au total	<u>1500</u>

dont 500 non inscrits au budget 1964. Les dépenses en question étant afférentes à l'exercice 1963.

À partir de septembre les dépenses de l'enseignement subsidié devraient descendre à 275 millions si, comme prévu, les classes du 1er et du 2ème degré sont laissées à la charge des communes. Le budget 1964 de l'Education nationale le prévoit mais cette mesure sera-t-elle appliquée?

Si nous ajoutons les dépenses du 1er semestre et du 2ème semestre,

nous atteignons:

1er semestre 18 472 *

2ème semestre 17 694

36 166 contre 34 314 prévus au budget;

36 166

- 34 314

1 852

soit donc 1 852 millions qui correspondent à plus ou moins 1 000 millions de dépenses afférentes à l'exercice 1963, déjà payés dans les 4 premiers mois de 1964, plus 500 millions pour l'enseignement (rappels octobre, novembre et décembre 1963), plus 300 millions pour le D.C.M.P.

On peut donc admettre que, hormis les dépenses D.C.M.P. le budget 1964 est respecté, la Trésorerie ayant eu à faire face aux dépenses concomitantes de 1963 et 1964.

Dans les recettes nous aurons:

1er semestre:

a) Recettes ordinaires 10 726

b) Recettes exceptionnelles:

Boni de change 4 850

Bénéfices réévaluation 600

Bénéfices Conseil Monétaire 750

Bons du Trésor - D.C.M.P. 300

17 226 (1)

● 2ème semestre:

a) Recettes ordinaires 11 400

b) Recettes exceptionnelles:

Boni de change 4 800

16 200 (2)

Total (1) + (2) 33 426

Dépenses 1964 36 166

Impasse: 36 166 - 33 426 2 740

* 18 481 moins solde créditeur ~~fin~~ décembre 9 = 18 472

III. Moyens de combler l'impasse

Au budget 1964, il avait été prévu, dans les recettes exceptionnelles

4 000 de fonds de contrepartie.

Il semble qu'il y ait eu confusion sur la destination finale de cette aide puisqu'une partie de ces 4 000 doit servir à honorer les engagements pris par le Gouvernement congolais pour couvrir les frais ~~supplémentaires~~ qu'il a pris en charge.

Le montant prévu pour couvrir ces frais se décompose comme suit:

Dépenses militaires (ONUC).....	480
Dépenses civiles (ONUC).....	1 000
UNESCO	160
Fonds pour le Congo	540
Fonds monétaire (assistance technique)	15
Achat véhicules (dépenses 1963)	279
Projets Lovanium - ENDA - Institut Bâtiment	<u>300</u>
	<u>2 774</u>

qui viennent normalement s'ajouter aux dépenses budgétaires 1964.

Il resterait donc pour le budget tel que promulgué	4 000
	- <u>2 774</u>
	<u>1 226</u>

Il est possible que ce chiffre soit plus élevé mais nous n'avons ~~fait~~ ~~état que~~ du chiffre de 4 000 prévu au budget, ce qui ramènerait l'impasse à

Impasse totale	2 740
Fonds de contrepartie..	<u>- 1 226</u>
Solde impasse	- 1 514

Le boni de change inscrit au budget est de 10 000. Ce chiffre, basé sur la vente des devises propres du Conseil Monétaire, ne prévoyait pas le bénéfice que l'on pouvait retirer des aides financières diverses suivantes:

Grande Bretagne	\$ 2 000	
Aide financière	\$ 27 000	
Titre I	\$ 18 000	
Marché commun	\$ 4 000	(au total 5,5)
Aide allemande	\$ 2 500	
Total	\$ 53 500	*

Boni : $53\,500 \times 30 = 1\,605$

C'est donc un montant de 11 605 qui devrait être versé au Trésor.

L'impasse serait alors supprimée:

1 605
- 1 514
<hr/>
+ 91
<hr/>

Il est bien entendu que ces prévisions de Trésorerie ne font état que des dépenses prévues au budget et qu'aucune dépense supplémentaire ne devra venir grever la situation exposée.

Le Gouvernement ne doit en aucun cas décider des dépenses autres que celles prévues, sous peine de voir l'équilibre monétaire compromis et par conséquence la situation économique en voie de redressement.

Déjà 1) un meilleur contrôle des dépenses a été organisé par le Ministre des Finances

- a) budget d'austérité
- b) contrôle sévère de l'exécution
- c) ordonnancement plus régulier

2) une action dans le contrôle des recettes est engagée par la comptabilité et l'inspection

- a) contrôle sur place
- b) circulaires, télégrammes etc.
- c) vérification mensuelles des encaisses
- d) organisation du contrôle des livres de caisse des comptables

En effet, si la dévaluation a eu une influence bénéfique sur les recettes, elle n'explique pas à elle seule le meilleur rendement obtenu.

Si l'on prend les droits de douanes, elle intervient pour 3,6 sur les perceptions ad valorem qui représentent environ 95% des droits d'entrée et de

* Il s'agit des aides effectivement employées en 1964.

sortie mais par contre les droits de consommation n'ont été augmentés que de 100% par rapport à 1963, avec deux taxes supplémentaires, le sucre et le ciment, qui n'entrent dans le chiffre total que pour 10%.

En ce qui concerne les impôts sur le revenu, l'incidence de la réforme fiscale de 1963 se fera sentir surtout en octobre, novembre et décembre comme prévu au tableau des recettes du deuxième semestre.

- 3) Un dépouillement immédiat des états d'encaissement et de décaissement qui permet de suivre maintenant plus rapidement les dépenses de l'Etat.

On peut encore améliorer, c'est certain, mais il n'en reste pas moins que cette action du Ministre des Finances sera inefficace si le budget 1964 n'est pas respecté.

C'est de cette volonté que dépend surtout la stabilité monétaire et financière du pays.

A noter que la situation de Trésorerie présente ne fait état que de dépenses ordinaires et qu'il n'est nullement question des dépenses d'investissement.

D'autre part, il n'est nulle part question dans ce rapport des finances provinciales si ce n'est par le jeu automatique des subventions mensuelles.

Un gros effort doit être fourni par les gouvernements provinciaux en vue d'obtenir une meilleure conception des finances publiques et un emploi judicieux non seulement des fonds qui sont mis à leur disposition par le Gouvernement central mais aussi des recettes propres qu'ils perçoivent.

Léopoldville le 15 mai 1964

COMMISSION DES FONDS
DE
CONTREPARTIE

BUREAU DU CHEF
DES
OPERATIONS CIVILES

DOCUMENT ISCC 2

S O M M A I R E

Le présent mémorandum contient trois parties:

1ère Partie

Elle traite des encaissements et décaissements du 1er trimestre 1963 et du 1er trimestre 1964. Elle en effectue la comparaison.

Dans les grandes lignes:

	<u>1er trimestre</u> <u>1963</u>	<u>1er trimestre</u> <u>1964</u>
Dépenses:		
Janvier	2 436*	2 596*
Février	851	3 164
Mars	<u>2 371</u>	<u>3 019</u>
Total:	5 658	8 779
Recettes ordinaires:		
Janvier	423	1 945
Février	415	1 773
Mars	<u>547</u>	<u>1 708</u>
Total	1 385	5 426
Recettes exceptionnelles:		
Janvier	680	1 400
Février	1 820	1 100
Mars	<u>1 197</u>	<u>1 200</u>
Total	3 697	3 700

Une nette amélioration dans les recettes de l'Etat apparaît donc:

5 426 contre 1 385.

Les chiffres donnés ici s'entendent en millions de francs congolais.

2ème Partie

Elle comprend les prévisions pour le restant de l'année.

Dépenses	1er semestre	18 472
	2ème semestre	<u>17 694</u>
		36 166

Le budget 1964 prévoyait 34 314.

La différence, soit 1 852, provient

- a) des dépenses afférentes à 1963 et payées en 1964: \pm 1 000
- b) des rappels Enseignement (octobre, novembre, décembre: 500
- c) des paiements D.C.M.P. : 300

Recettes:

1er semestre	17 226
2ème semestre	<u>16 200</u>
Total	33 426

Impasse: $36\ 166 - 33\ 426 = 2\ 740$

3ème Partie

Elle prévoit le financement du déficit:

Sur les 4 000 de Fonds de Contrepartie	2 774 *
étant déjà engagés, il reste	1 226.

Manque donc $2\ 740 - 1\ 226$, soit 1 514
qui pourraient être fournis par le boni de change
supplémentaire provenant des aides financières.

Afin qu'il n'y ait aucune équivoque, il serait bon d'en avertir le
Conseil Monétaire.

Les 10 000 prévus au budget passant à 11 600.

La conclusion marque les efforts accomplis par le Ministère des Finances,
et insiste sur le non dépassement des crédits budgétaires 1964.

* Voir détail page 22.

Memorandum sur la Trésorerie

I. INTRODUCTION

Le budget 1963 prévoyait:

Dépenses 23 433

Recettes 13 177

Les décaissements pour cette même année atteignent:

± 28 912

Les recettes fixes 12 223

Le déficit, soit 16 689

étant comblé par

Souscriptions B.T. auprès des Banques 4 552

Avances du Conseil Monétaire 7 700

Bénéfices réserves (réévaluation des réserves) 1 865

Boni de change 750

Fonds de contrepartie 1 720

Divers (recettes des comptables à ristourner
aux provinces 102

En concordance avec la réforme monétaire et afin d'en appuyer les effets en vue d'une stabilisation monétaire, le budget 1964 a été l'objet d'un dépouillement approfondi.

En août 1963 des circulaires étaient adressées aux provinces et aux ministères du Gouvernement central.

Tous les budgets ont été examinés avec soin et il a été procédé à une revision complète de toutes les demandes en vue de les limiter à des montants normaux. On ne reprendra pas les chiffres; ils ont été cités dans l'exposé des motifs de la loi budgétaire ainsi que les réductions opérées dans les différentes rubriques.

Le budget 1964 se présente comme suit:

Dépenses	27 701	Gouvernement central
"	6 616	Provinces
Recettes	34 317	

Les budgets des provinces n'ayant pas été pris en considération suite aux exagérations manifestes qu'ils reflétaient, une subvention nette leur a été accordée.

Le budget 1964 n'a donc rien de suriait mais au contraire montre bien la volonté du Ministère des Finances d'assainir les finances de l'Etat et, du point de vue trésorerie, de ne faire appel qu'aux seules ressources prévues à condition bien entendu que les dépenses soient respectées.

Un premier pas en avant a déjà été fait fin 1963 par la recentralisation et le contrôle des dépenses de l'Education nationale. Si la Trésorerie l'avait exigée dès 1962, c'est près de 3 milliards de dépenses qui n'auraient pas été enregistrées au cours de cette année-là.

Résultats 1er trimestre 1964

Pour les 3 premiers mois de 1964, une nette amélioration s'est d'ailleurs manifestée. Si nous comparons avec 1963, les chiffres pour les trois premiers mois 1963 étaient les suivants :

Décaissements:

Janvier	2 436
Février	851
Mars	<u>2 371</u>

Total 5 658

qui ont été couverts par les encaissements :

a) Recettes ordinaires 1 385

b) Recettes exceptionnelles:

Avances C.H.	1 000
Bénéfices C.M.	487
Souscriptions B.T.	1 510
Fonds de contrepartie	<u>170</u>

Total (a) + (b) 5 082

qui se décomposent comme suit:

Janvier:

a) Recettes ordinaires:

Impôts	1
Douanes	273
Postes	97
Divers	<u>52</u>
	423 (1)

b) Recettes exceptionnelles:

Souscription B.T. auprès des banques 680 (2)

Total (1) + (2) 1 108

Déficit brut janvier 2 436 - 1 108 = 1 333

Report solde créditeur au 31.12.62 317

Déficit net 1 016

Février

a) Recettes ordinaires:

Impôts	49
Douanes	190
Postes	119
Divers	<u>57</u>
	415 (1)

b) Recettes exceptionnelles:

Fonds de contrepartie 700

Avances du Conseil
Monétaire 1 000

Souscription aux B.T. 120

1 820 (2)

Total (1) + (2) 2 235

Excédent brut: 2 235 - 851 1 384

Report solde débiteur au 31.12.63 1 016

368

La différence entre 1 013 et 1 016 provient du fait que les chiffres donnés dans ce rapport sont arrondis au million. De même pour les pages suivantes.

Mars

a) Recettes ordinaires:

Impôts	48	
Douanes	276	
Postes	152	
Divers	<u>71</u>	
	547	(1)

b) Recettes exceptionnelles:

Bénéfices portefeuille		
Conseil Monétaire	487	
Souscriptions aux Bons du		
Trésor	<u>710</u>	
	1 197	(2)
Total (1) + (2)	1 744	

Déficit brut: 2 371 - 1 744 627

Report solde créditeur au 28.2.63 368

Déficit net 259

Pour la même période en 1964:

Décaissements:

Janvier	2 595
Février	3 165
Mars	<u>3 019</u>
	8 779

Ces dépenses ont été couvertes par:

a) Recettes ordinaires 5 426

b) Recettes exceptionnelles:

Bénéfices de réévaluation des réserves	600
Boni de change	2 400.
Bénéfices du Conseil Monétaire ...	400
Bons du Trésor pour D.C.M.P.	<u>300</u>
	3 700.

Total (a) et (b) 9 126

qui se décomposent comme suit:

Janvier

a) Recettes ordinaires:

Impôts	164
Douanes	1 209
Postes	439
Divers	<u>133</u>

..... 1.945 (1).

b) Recettes exceptionnelles:

Boni de change	800	
Bénéfices sur la réserve or et devises	<u>600</u>	
	1.400	(2)
Total (1) et (2)....	<u>3 345</u>	
Excédent brut: 3 345 - 2 595		750
Report solde créditeur au 31.12.63		<u>9</u>
Excédent net au 31.1.64		759

Février

a) Recettes ordinaires:

Impôts	423	
Douanes	1 089	
Postes	124	
Divers	<u>137</u>	
	1 773	(1)

b) Recettes exceptionnelles:

Boni de change	800	
B.T. pour D.C.M.P.	<u>300</u>	
	1 100	(2)
Total (1) + (2)	2 873	
Déficit brut: 3 165 - 2 873		292
Report solde créditeur au 31.1.64		<u>759</u>
Excédent net au 28.2.64		467

Mars

a) Recettes ordinaires:

Impôts	329
Douanes	963
Postes	130
Divers	<u>286</u>
	1 708 (1)

b) Recettes exceptionnelles:

Boni de change	800
Bénéfices Conseil Monétaire	<u>400</u>
	1 200 (2)

Total (1) + (2) 2 908

Déficit brut: 3 019 - 2 908	111
Report solde créditeur au 28.2.64	467
Excédent net au 31.3.64 (467 - 111)	356

Les dépenses pour janvier, février et mars se décomposent comme suit:

	<u>Janvier</u>	<u>Février</u>	<u>Mars</u>	<u>Total</u>
Institutions politiques	31	34	27	94
Dépenses militaires	290	586	370	1 248
Traitements et pensions dont enseignement	633	739	338	1 711
janvier	285			
février	427			
mars	334			
Envois de fonds	274	269	263	807
Dépenses extérieures	37	34	123	195
" intérieures	74	272	60	397
Matériel	350	346	201	898
Subsides	64	38	186	290
Ville de Léopoldville	12	12	14	40
Subventions provinces	357	447	611	1 416
Dépenses gouv. Congo au Sud Kat.	126	191	103	422
Dette	246	120	581	958
Exercices antérieurs	94	38	134	298
Total	2 595	3 164	3 018	8 779 avec les retenues

Le détail des recettes s'impose car si elles paraissent élevées par rapport à 1963, il est encore possible de faire beaucoup mieux.

En 1962, et jusqu'à la fin de 1963, les possibilités d'en améliorer la perception ~~était difficile~~ On faisait la situation de Trésorerie, on enregistrait le déficit et souscrivait des Bons du Trésor ou sollicitait des avances du Conseil Monétaire.

Depuis fin 1963, début 1964, des directives sont données aux comptables receveurs; des contrôles sont effectués soit par le service d'inspection des finances, soit par le Secrétaire Général lui-même et par le Cabinet. du Ministère des Finances.

Au Service des Impôts, une vérification sévère des dossiers fiscaux a été demandée. Un premier contrôle effectué par le Cabinet du Ministre sur 13 dossiers a été édifiant à ce sujet: pas un n'était régulier. Depuis 1960, des milliards ont été perdus. Une société a déclaré en 1961 8 millions de bénéfices nets. En 1962, neuf millions, alors qu'apparaissaient, à son vrai bilan, des bénéfices de 30 et 35 millions.

Alors qu'avant l'indépendance il y avait à Léopoldville (et non pour les dossiers des sociétés de capitaux qui se trouvaient à l'OSI à Bruxelles) 25 à 30 vérificateurs européens, il y en a actuellement 3, plus 3 à 4 Congolais vérificateurs qualifiés.

Malgré cela un grand effort a été accompli:

1964 - Recettes janvier encaissées	164				
février	423				
mars	329				
	916				
1963 - Recettes janvier encaissées	1	contre	53	perçues par	
				impôts	
février	49	"	97	"	"
mars	48	"	208	"	"
	98		358		

et qui restaient dans les caisses des comptables, ce qui se passe de façon moins alarmante en 1964, suite aux différents contrôles exercés.

Il n'est nul besoin de commentaires mais il résulte de ces chiffres obtenus avec des moyens très faibles, qu'une assistance spéciale doit être accordée au Service des Impôts par des contrôleurs et vérificateurs.

Tant que cette aide nombreuse et efficiente n'aura pas été trouvée, des centaines de millions continueront à échapper au contrôle de l'Etat. Quelques personnes ne peuvent vérifier et contrôler des dizaines de milliers de dossiers.

Depuis deux ans le Ministère des Finances a réclamé à différentes reprises des experts qualifiés en ce domaine. Ils sont sur le point d'arriver en totalité.

En ce qui concerne le Service des Douanes, la statistique de perception montre également une hausse sensible.

1963

Encaissées

Janvier	324
Février	418
Mars	476
	<u>1 218</u>

273
190
<u>276</u>
739

Même remarque que pour les impôts.

1964

Janvier	1 317
Février	1 142
Mars	1 200
Total	<u>3 659</u>

On pourrait donc se montrer satisfait à la lumière de ces ~~chiffres~~ si les recettes rentraient effectivement dans les caisses de l'Etat mais les encaissements enregistrés donnent:

Janvier	1 209
Février	1 089
Mars	<u>963</u>
Total	<u>3 261</u>

dont 300 reportés de décembre sur janvier. Il s'agit des recettes douanières du Sud-Katanga de décembre encaissées au compte 205 en janvier. Manquent donc dans les recettes propres 1964 plus de 700 dont 300 dûs par l'OTRACO. Cela correspond au versement de plus d'un mois de subvention aux provinces par le Gouvernement central. Ce dernier n'ayant aucun volant de ~~trésorerie~~ à sa disposition, un trou de cette sorte ne peut qu'avoir de graves conséquences sur la situation du Trésor.

Des dispositions ont cependant là encore été prises, mais qui ne peuvent avoir qu'un caractère éphémère si elles ne sont pas suivies de mesures plus tangibles.

Des télégrammes, des circulaires, ont été adressés aux comptables des douanes. Une mission d'inspection, chargée plus particulièrement d'activer le versement des recettes va partir prochainement.

Le problème n'est pas si simple, du fait des distances. Il n'est pas rare qu'un douanier fasse 10, 20 et même 30 km à pied pour effectuer ses versements. Le Ministre des Finances a pris contact avec le Ministère des Travaux publics pour obtenir des véhicules.

La dernière lettre concernant cette demande au Ministère des Travaux publics date du 4 novembre 1963. A ce jour, le Service des Douanes n'a bénéficié d'aucun des véhicules réclamés.

Pour conclure ce chapitre des recettes, si un sérieux élan a été donné, il ne peut se concrétiser dans l'avenir que par le soutien d'une assistance technique d'exécution qualifiée; (vérificateurs, contrôleurs, comptables).

Le problème du déficit budgétaire ne sera résolu en partie que par la rentrée de toutes les sommes dues à l'Etat.

Les recettes d'impôts peuvent être très facilement doublées, même en 1964, les recettes douanières augmentées de 30%. Ce sont donc 5 à 6 milliards environ, qui échapperont au Trésor en 1964.

Ceci étant, comment se présente la situation de Trésorerie pour le prochain trimestre?

Les perspectives sont loin d'être encourageantes si le Trésor ~~manque~~ n'a pas les fonds de contrepartie ou des recettes supplémentaires.

Les dépenses seront en augmentation, les recettes sans doute en diminution, tout au moins en ce qui concerne les recettes fiscales dont les grosses rentrées ne commenceront qu'en septembre.

Malgré un premier trimestre favorable, il ne faut pas oublier que les 700 FC de droits de douane ne sont pas effectivement rentrés dans les caisses, que 100 FC de Bons du Trésor ont été remboursés dans l'euphorie de la Trésorerie relativement large de février, que 30 FC de dépenses non inscrites (remboursements prêt INCA ont été payés en mars), que 130 * millions de dépenses supplémentaires sont comptabilisés dans la situation du mois d'avril. Ce sont donc

$$700 + 130 + 30 = \underline{860}$$

qui manquent dans la Trésorerie telle qu'elle avait été conçue dans le budget 1964.

* Les 130 millions dont il est question seraient à prendre dans les 1 080 prévus pour la dette extérieure et qui ne sera payée qu'à partir de 1965.

On peut donc considérer cette dépense comme étant à inscrire dans les dépenses normales (Source: B.C.E.).

II. Prévisions pour le reste de l'année 1964

Malgré cette différence, le mois d'avril se présente comme suit:

Dépenses	3 583
Recettes	<u>3 180</u>
Impasse	403

Le chiffre de 3 180 de recettes comprend déjà 1 200 du Conseil Monétaire (boni de change et bénéfices).

Les dépenses s'élèvent à:

Institutions politiques	45	
Dépenses militaires	450	
Traitements et pensions	550	(avec rappel)
Enseignement	707	(2 mois)
Envois de fonds	200	
Dépenses extérieures	75	
" intérieures	100	
Matériel	380	
Subsides	100	
Ville de Léopoldville	14	
Subventions provinces	582	
Dépenses Gouv. central au Sud Kat.	40	
Dette et parastataux et souscription B.A.D.....	<u>340</u>	
	3 583	

Recettes:

a) Recettes ordinaires:

Doranes	1 100	
	+ 280	(reçus en avril du Sud Katanga mais concernant mars)
Impôts	400	
Divers	<u>200</u>	
Total	<u>1 980</u>	

b) Recettes exceptionnelles.....	850
Bénéfices Conseil Monétaire	<u>350</u>
Total	1 200
Total a + b	3 180

Au 31 mars 1964, le compte 205 présentait un solde créditeur de

359

moins ordres en instance au Conseil Monétaire	<u>109</u>
solde disponible	250
Impasse avril	403
Moins solde disponible	<u>250</u>
Impasse	253

Ordonnances et virements en instance à

la Trésorerie concernant mars et

adressé au Conseil Monétaire le

31 mars 1964 ± 250

ce qui ramène notre impasse, pour les dépenses afférentes au
mois d'avril à

403.

Pour les mois de mai et juin, la situation pourrait être envisagée
comme suit:

Mai:

Institutions politiques	45
Dépenses militaires	450
Traitements et pensions	400
Enseignement + rappel	360
Envois de fonds	+ 150
	200
Dépenses extérieures	60
" intérieures	130

Matériel	300
Subsides	80
Ville de Léopoldville	14
Subventions provinces	550
Dépenses Gouv. central au Sud-Katanga	51
Dette	<u>250</u>
	<u>3 040</u>

Juin:

Institutions politiques	45
Dépenses militaires	450
Traitements et pensions	400
Enseignement plus rappel	400 150
Envois de fonds	200
Dépenses extérieures	60
" intérieures	130
Matériel	300
Subsides	80
Ville de Léo	15
Subventions provinces	550
Dépenses Gouvernement central au Sud-Katanga	50
Dette	<u>250</u>
	<u>3 080</u>

Les recettes seraient de l'ordre de:

a) Recettes ordinaires:

Douanes	1 200
Impôts	180
Divers	<u>280</u>
	1 660

b) Recettes exceptionnelles:

Boni de change 800

Total a + b 2 460

Manquant pour mai: 3 740
- 2 460
 580

Manquant pour juin: 3 080
- 2 460
 620

En reprenant l'impasse du mois d'avril 403
 " " de mai 580
 " " de juin 620

c'est une impasse de 1 603

que nous enregistrons en avril, mai et juin.

En faisant une brève récapitulation pour les 6 premiers mois de 1964, nous aurons alors:

Dépenses:

Janvier	2 595
Février	3 164
Mars	3 019
Avril	3 583
Mai	3 040
Juin	3 080
	<u>18 481</u>

Ces chiffres n'ont donc rien d'irrégulier car ils comprennent les dépenses afférentes à 1963 et payées en 1964 qui ne peuvent actuellement être chiffrées mais qui atteignent au moins 1 000.

Or, d'après le budget 1964 - 34 317 - les dépenses y afférentes pour les 6 premiers mois seraient de l'ordre de

17 160

Différence: 18 481 - 17 160 = 1 321.

Les recettes ordinaires encaissées pour les 3 premiers mois et les recettes prévues pour avril, mai et juin donneraient un montant de:

3 premiers mois	5 426
Avril	1 980
Mai	1 660
Juin	<u>1 660</u>

10 726

Alors qu'en recettes ordinaires il était prévu \pm 10 200.

Recettes exceptionnelles:

Janvier	1 400	Bénéfices réserves + boni de change (600 + 800)
Février	1 100	Boni de change + B.T. (800 + 300)
Mars	1 200	" " " + Bénéfices C.M. (800 + 400)
Avril	1 200	" " " + " " (850 + 350)
Mai	800	" " " "
Juin	<u>800</u>	" " " "

6 500

Total:

	10 726
+	<u>6 500</u>
	<u>17 226</u>

En ce qui concerne le deuxième semestre, on pourrait l'envisager comme suit:

Dépenses

	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Institutions politiques	45	45	45	45	45	45
Dépenses militaires	400	400	400	400	400	400
Traitements et pensions	400	400	400	400	400	400
Enseignement	500	500	275	275	275	275
Rappel	300	300	300	300		
Envois de fonds aux comptables	200	200	200	200	200	200
Dépenses extérieures ..	60	60	60	60	60	60
Dépenses intérieures ..	80	80	80	80	80	80
Matériel	280	280	280	280	280	280
Subsides	80	80	80	80	80	80
Ville de Léo	14	14	14	14	14	14
Subventions provinces..	550	550	550	550	550	550
Dépenses GC au Sud Kat	40	40	40	40	40	40
Dette et parastataux ..	250	250	250	250	250	250
	3 199	3 199	2 974	2 974	2 674	2 674

Soit au total pour le deuxième semestre: 17 694

Recettes

	:Juillet	:Août	:Sept.	:Oct.	:Nov.	:Déc.
a) <u>Recettes ordinaires</u>						
Douanes	: 1 250	: 1 250	: 1 250	: 1 250	: 1 250	: 1 250
Impôts	: 200	: 200	: 350	: 450	: 450	: 450
Divers	: 300	: 300	: 300	: 300	: 300	: 300
	: 1 750	: 1 750	: 1 900	: 2 000	: 2 000	: 2 000
b) <u>Recettes exceptionnelles</u>						
Boni de change	: 800	: 800	: 800	: 800	: 800	: 800
Fonds de contrepartie	: 0	: 0	: 0	: 0	: 0	: 0
	: 2 550	: 2 550	: 2 700	: 2 800	: 2 800	: 2 800

Soit au total 16 200

Dans le tableau des dépenses les rappels de l'enseignement sont prévus en juillet, août, septembre et octobre, soit au total:

	1200
plus 300 en mai et juin	<u>300</u>
soit au total	<u>1500</u>

dont 500 non inscrits au budget 1964. Les dépenses en question étant afférentes à l'exercice 1963.

A partir de septembre les dépenses de l'enseignement subsidié devraient descendre à 275 millions si, comme prévu, les classes du 1er et du 2ème degré sont laissées à la charge des communes. Le budget 1964 de l'Education nationale le prévoit mais cette mesure sera-t-elle appliquée?

Si nous ajoutons les dépenses du 1er semestre et du 2ème semestre,

nous atteignons:

1er semestre	18 472 *
2ème semestre	<u>17 694</u>
	36 166 contre 34 314 prévus au budget;
	36 166
-	<u>34 314</u>
	1 852

soit donc 1 852 millions qui correspondent à plus ou moins 1 000 millions de dépenses afférentes à l'exercice 1963, déjà payés dans les 4 premiers mois de 1964, plus 500 millions pour l'enseignement (rappels octobre, novembre et décembre 1963), plus 300 millions pour le D.C.M.P.

On peut donc admettre que, hormis les dépenses D.C.M.P. le budget 1964 est respecté, la Trésorerie ayant eu à faire face aux dépenses concomitantes de 1963 et 1964.

Dans les recettes nous aurons:

1er semestre:

a) Recettes ordinaires	10 726
b) Recettes exceptionnelles:	
Boni de change	4 850
Bénéfices réévaluation	600
Bénéfices Conseil Monétaire ..	750
Bons du Trésor - D.C.M.P.	<u>300</u>
	17 226 (1)

2ème semestre:

a) Recettes ordinaires	11 400
b) Recettes exceptionnelles:	
Boni de change	<u>4 800</u>
	16 200 (2)

Total (1) + (2) 33 426

Dépenses 1964 36 166

Impasse: 36 166 - 33 426 2 740

* 18 481 moins solde créditeur fin décembre 63 = 18 472

III. Moyens de combler l'impasse

Au budget 1964, il avait été prévu, dans les recettes exceptionnelles
4 000 de fonds de contrepartie.

Il semble qu'il y ait eu confusion sur la destination finale de cette aide
puisque une partie de ces 4 000 doit servir à honorer les engagements pris
par le Gouvernement congolais pour couvrir les frais ~~supplémentaires~~ qu'il a pris
en charge.

Le montant prévu pour couvrir ces frais se décompose comme suit:

Dépenses militaires (ONUC).....	480
Dépenses civiles (ONUC).....	1 000
UNESCO	160
Fonds pour le Congo	540
Fonds monétaire (assistance technique)	15
Achat véhicules (dépenses 1963)	279
Projets Lovanium - ENDA - Institut Bâtiment	300
	<hr/>
	2 774

qui viennent normalement s'ajouter aux dépenses budgétaires 1964.

Il resterait donc pour le budget tel que promulgué	4 000
	- 2 774
	<hr/>
	1 226

Il est possible que ce chiffre soit plus élevé mais nous n'avons ~~fait~~
~~état que~~ du chiffre de 4 000 prévu au budget, ce qui ramènerait l'impasse à

Impasse totale	2 740
Fonds de contrepartie..	- 1 226
	<hr/>
Solde impasse	- 1 514

Le boni de change inscrit au budget est de 10 000. Ce chiffre, basé
sur la vente des devises propres du Conseil Monétaire, ne prévoyait pas le
bénéfice que l'on pouvait retirer des aides financières diverses suivantes:

Grande Bretagne	\$ 2 000	
Aide financière	\$ 27 000	
Titre I	\$ 18 000	
Marché commun	\$ 4 000	(au total 5,5)
Aide allemande	\$ 2 500	
Total	\$ 53 500	*

Boni : $53\,500 \times 30 = 1\,605$

C'est donc un montant de 11 605 qui devrait être versé au Trésor.

L'impasse serait alors supprimée:

	1 605
-	1 514
	<hr/>
+	91
	<hr/>

Il est bien entendu que ces prévisions de Trésorerie ne font état que des dépenses prévues au budget et qu'aucune dépense supplémentaire ne devra venir grever la situation exposée.

Le Gouvernement ne doit en aucun cas décider des dépenses autres que celles prévues, sous peine de voir l'équilibre monétaire compromis et par conséquent la situation économique en voie de redressement.

Déjà 1) un meilleur contrôle des dépenses a été organisé par le Ministre des Finances

- a) budget d'austérité
- b) contrôle sévère de l'exécution
- c) ordonnancement plus régulier

2) une action dans le contrôle des recettes est engagée par la comptabilité et l'inspection

- a) contrôle sur place
- b) circulaires, télégrammes etc.
- c) vérification mensuelles des encaisses
- d) organisation du contrôle des livres de caisse des comptables

En effet, si la dévaluation a eu une influence bénéfique sur les recettes, elle n'explique pas à elle seule le meilleur rendement obtenu.

Si l'on prend les droits de douanes, elle intervient pour 3,6 sur les perceptions ad valorem qui représentent environ 95% des droits d'entrée et de

* Il s'agit des aides effectivement employées en 1964.

sortie mais par contre les droits de consommation n'ont été augmentés que de 100% par rapport à 1963, avec deux taxes supplémentaires, le sucre et le ciment, qui n'entrent dans le chiffre total que pour 10%.

En ce qui concerne les impôts sur le revenu, l'incidence de la réforme fiscale de 1963 se fera sentir surtout en octobre, novembre et décembre comme prévu au tableau des recettes du deuxième semestre.

3) Un dépouillement immédiat des états d'encaissement et de décaissement qui permet de suivre maintenant plus rapidement les dépenses de l'Etat.

On peut encore améliorer, c'est certain, mais il n'en reste pas moins que cette action du Ministre des Finances sera inefficace si le budget 1964 n'est pas respecté.

C'est de cette volonté que dépend surtout la stabilité monétaire et financière du pays.

A noter que la situation de Trésorerie présente ne fait état que de dépenses ordinaires et qu'il n'est nullement question des dépenses d'investissement.

D'autre part, il n'est nulle part question dans ce rapport des finances provinciales si ce n'est par le jeu automatique des subventions mensuelles.

Un gros effort doit être fourni par les gouvernements provinciaux en vue d'obtenir une meilleure conception des finances publiques et un emploi judicieux non seulement des fonds qui sont mis à leur disposition par le Gouvernement central mais aussi des recettes propres qu'ils perçoivent.

Léopoldville le 15 mai 1964

LL/bc

le 30 avril 1964

Document N° ISCC-1

Objet : Création de la Commission chargée d'approuver
l'utilisation des fonds de contrepartie provenant
de l'assistance fournie par les Etats-Unis à
l'appui des importations.
Attributions de la Commission

- ...1. Par suite d'un échange de lettres - dont copies ci-jointes - entre le Gouvernement des Etats-Unis (lettre du 13 mai 1963 adressée aux Nations Unies par M. Yost, Ambassadeur des Etats-Unis), et les Nations Unies (lettre du 24 mai 1963 adressée par M. Narasimhan à M. Yost), les Etats-Unis ont offert aux Nations Unies, et celles-ci ont accepté, une contribution de 10 millions de dollars à titre d'assistance pour contribuer à maintenir le niveau des importations, pour lutter contre l'inflation et augmenter la production du Congo.
2. Il a été prévu dans cette correspondance que le produit de la vente, en monnaie locale, des marchandises importées sera déposé à un compte spécial et que tout engagement de ces fonds sera soumis à l'approbation d'une commission mixte comprenant des représentants du Gouvernement congolais, de l'Opération des Nations Unies au Congo et du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Il a été également convenu que ces fonds, qui ne peuvent pas être utilisés par le Gouvernement pour le service ou le remboursement d'une dette publique, doivent être affectés comme suit :
- (a) 95 pour 100 à titre de contribution au budget ordinaire de la République du Congo;
 - (b) 5 pour 100 à titre de participation des Etats-Unis aux dépenses d'assistance technique au Congo. Il a été également indiqué que le Gouvernement des Etats-Unis a l'intention de continuer, conformément aux procédures établies, à demander l'accord des Nations Unies sur tous projets bilatéraux d'assistance technique.
- ...3. Par la suite, aux termes de la lettre - copie ci-jointe - que le Vice-Premier Ministre a adressée le 24 mai 1963 au Chef des Opérations civiles, le Gouvernement congolais a autorisé le Chef des Opérations civiles à accepter les conditions afférentes à l'offre du Gouvernement des Etats-Unis. Le Gouvernement a également déclaré dans cette lettre qu'en dépit de l'existence d'une commission

chargée de régir l'utilisation des fonds de contrepartie provenant de la vente des marchandises fournies au titre des programmes d'aide des Etats-Unis, il ne s'opposerait pas à ce que cette même commission ou une commission analogue administre les fonds de contrepartie résultant de la nouvelle aide. Le Bureau de la Coordination économique représente le Gouvernement congolais à la Commission des fonds de contrepartie du Titre I.

4. (a) Il est convenu entre le Gouvernement congolais, le Gouvernement des Etats-Unis et les Opérations civiles des Nations Unies au Congo de créer une commission tripartite comprenant des représentants de la République du Congo, des Etats-Unis d'Amérique et des Nations Unies. Elle sera dénommée Commission des fonds de contrepartie.
- (b) Les attributions de la Commission sont les suivantes :
- (i) La Commission examinera la situation de la Trésorerie, en consultation avec le Ministère des Finances, le Conseil monétaire (Banque centrale), et tous autres conseillers en matière monétaire et fiscale. A cette fin, elle étudiera les prévisions budgétaires et les chiffres mêmes des recouvrements et des dépenses.
 - (ii) La Commission examinera le montant estimatif et les rapports concernant le montant exact des fonds de contrepartie en francs congolais obtenus au titre de divers accords destinés à appuyer les importations congolaises.
 - (iii) La Commission approuvera les prélèvements de fonds de contrepartie sur le compte spécial en francs congolais et autorisera le transfert de fonds à la Trésorerie congolaise, en précisant les conditions qu'elle jugera nécessaires.
 - (iv) Le Gouvernement fournira tous renseignements et documents dont la Commission pourrait avoir besoin pour s'acquitter de ses responsabilités.
 - (v) La Commission doit s'assurer que des rapports sur la comptabilité, la vérification et l'utilisation des fonds de contrepartie sont rendus publics de temps à autre.

Réf: Civ.Ops. 176/63

le 16 mai 1963

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer, ci-joint, le texte de la lettre que nous venons de recevoir de la Mission des Etats-Unis offrant au Gouvernement du Congo, par l'intermédiaire de l'ONU, une contribution financière d'un montant de dix millions de dollars au titre du second trimestre du programme d'importation de 1963.

Tout en recommandant l'offre des Etats-Unis d'Amérique à votre considération, je désirerais attirer particulièrement votre attention sur la condition stipulée dans la lettre du Gouvernement des Etats-Unis concernant l'utilisation des fonds de contrepartie résultant de la vente des produits importés au Congo. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique propose que ces fonds de contrepartie soient employés en consultation avec une commission des fonds de contrepartie comprenant des représentants du Gouvernement de la République du Congo, des Nations Unies et du Gouvernement des Etats-Unis.

Cette Commission existe déjà en ce qui concerne les fonds de contrepartie provenant de la vente des marchandises fournies au Gouvernement congolais au Titre I de la Loi publique 480 des Etats-Unis.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire connaître si l'offre d'aide financière mentionnée ci-dessus est acceptable pour votre Gouvernement.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

(signé)

S. Habib Ahmed
Chef des Opérations civiles

Son Excellence
Monsieur Cyrille Adoula
Premier Ministre du Gouvernement
de la République du Congo
Léopoldville

TEXTE DE LA LETTRE DU 13 MAI 1963 ADRESSEE PAR LA MISSION DES ETATS-UNIS

" Je suis heureux de vous informer que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a accepté de fournir une contribution aux Nations Unies pour le Congo d'un montant de dix millions de dollars à prélever sur les crédits disponibles au cours de l'exercice financier des Etats-Unis pour 1963 afin de contribuer à maintenir le niveau des importations, de lutter contre l'inflation et d'accroître la production au Congo. Ces fonds devront être utilisés pour financer celles des importations essentielles jugées urgentes par la République du Congo et comprises dans le programme d'importation du premier trimestre de 1963 établi et approuvé par le Directeur du Bureau de la Coordination économique du Gouvernement congolais, qui seront indiquées au Gouvernement des Etats-Unis conformément aux procédures d'autorisation d'achat établies à l'occasion de l'octroi par les Etats-Unis des quinze millions de dollars fournis en vue de l'exécution du programme d'importation de la République du Congo pour le premier trimestre de 1963.

Rappelons que conformément à ces procédures d'autorisation d'achat, l'Agence pour le Développement International (AID) devra rembourser aux banques des Etats-Unis intéressées les paiements faits sous couvert de lettres de crédit émises pour financer les importations des produits approuvés par le Directeur du Bureau de la Coordination économique du Gouvernement congolais. Dans chaque cas l'accord des Nations Unies sera requis. Les arrangements relatifs à l'achat et au transport des produits financés dans ces conditions seront conformes aux dispositions de la Législation des Etats-Unis, comme c'est actuellement le cas.

Le produit de la vente en monnaie locale des marchandises importées sera déposé à un Compte spécial et tout engagement de ces fonds sera soumis à l'approbation d'une commission mixte comprenant des représentants du Gouvernement congolais, de l'Opération des Nations Unies au Congo et du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Ces fonds, qui ne peuvent être utilisés pour le service ou le remboursement de la dette publique, seront employés de la manière suivante:

- (a) 95 pour 100 à titre de contribution au budget ordinaire du Gouvernement de la République du Congo;
- (b) 5 pour 100 à titre de participation des Etats-Unis aux dépenses d'assistance technique au Congo (le Gouvernement des Etats-Unis a l'intention de continuer à demander, conformément à la procédure établie, l'accord des Nations Unies pour tous ses projets bilatéraux d'assistance technique).

Nous vous serions obligés de bien vouloir nous confirmer que la contribution fournie par les Etats-Unis dans ces conditions est acceptable pour la République du Congo. "

Texte de la lettre adressée à M. Yost par M. Narasimhan en date du
24 mai 1963

" Comme suite à la lettre de M. G. Duran datée du 14 mai 1963, à propos de l'aide offerte au Congo par les Etats-Unis, d'un montant de 10 millions de dollars destinés à appuyer le programme d'importation du deuxième trimestre, j'ai le plaisir de vous transmettre le texte d'une lettre que M. J. Kasongo, Vice-Premier Ministre de la République du Congo, a adressée à ce sujet au Chef des Opérations civiles en date du 24 mai. "

REPUBLIQUE DU CONGO

CABINET
DU PREMIER MINISTRE

Léopoldville, le 24 mai 1963

N° 01272/CAB/P.M.

MONSIEUR LE CHEF DES OPERATIONS
CIVILES DE L'ONU AU CONGO

Offre du Gouvernement des
Etats-Unis de 10 millions
de dollars

LEOPOLDVILLE

Monsieur le Chef des Opérations civiles,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre que vous avez adressée en date du 16 mai 1963 à Monsieur le Premier Ministre, par laquelle vous communiquez l'offre du Gouvernement des Etats-Unis au Gouvernement du Congo d'un montant de 10 millions de dollars à l'appui de notre programme d'importation pour le deuxième trimestre de 1963.

Je désire par la présente vous remercier d'avoir bien voulu recommander l'offre en attirant notre attention sur la condition stipulée dans la lettre du Gouvernement des Etats-Unis concernant l'utilisation des fonds de contrepartie résultant de la vente des produits importés au Congo.

Comme vous le dites, une commission existe déjà qui est chargée de régir l'utilisation des fonds de contrepartie provenant de la vente des marchandises fournies au Gouvernement congolais en fonction du programme d'aide américaine. Nous ne nous opposons pas à ce que cette même commission ou une commission analogue régisse l'utilisation des fonds de contrepartie provenant de cette nouvelle tranche d'aide. Il nous semble cependant que les travaux de la commission se borneraient seulement à autoriser des prélèvements sur le fonds de contrepartie pour les verser à la Trésorerie en tant que contribution au financement de budget ordinaire. Ce budget, comme vous le savez, est préparé annuellement par le Gouvernement et voté par le Parlement. Une fois adopté, le budget ne peut pas être modifié.

En communiquant notre acceptation de l'offre américaine, je vous prie de bien vouloir exprimer au Gouvernement des Etats-Unis toute notre reconnaissance de leur assistance généreuse et de croire, Monsieur le Chef des Opérations civiles, à l'assurance de ma haute considération.

LE VICE-PREMIER MINISTRE :

J. KASONGO (signé)

Texte de la lettre adressée à M. Yost par M. Narasimhan en date du
28 mai 1963

" Sur la base de la lettre adressée par M. J. Kasongo, Vice-Premier Ministre de la République du Congo, au Chef des Opérations civiles de l'ONUC, et que je vous ai transmise par ma lettre du 24 mai 1963, j'ai le plaisir de vous confirmer que la contribution de 10 millions de dollars faite par les Etats-Unis à l'appui du programme d'importation du Gouvernement congolais pour le deuxième trimestre de l'année en cours a été acceptée.

+ + +

Objet : Création de la Commission chargée d'approuver
l'utilisation des fonds de contrepartie provenant
de l'assistance fournie par les Etats-Unis à
l'appui des importations.
Attributions de la Commission

- ...1. Par suite d'un échange de lettres - dont copies ci-jointes - entre le Gouvernement des Etats-Unis (lettre du 13 mai 1963 adressée aux Nations Unies par M. Yost, Ambassadeur des Etats-Unis), et les Nations Unies (lettre du 24 mai 1963 adressée par M. Narasimhan à M. Yost), les Etats-Unis ont offert aux Nations Unies, et celles-ci ont accepté, une contribution de 10 millions de dollars à titre d'assistance pour contribuer à maintenir le niveau des importations, pour lutter contre l'inflation et augmenter la production du Congo.
2. Il a été prévu dans cette correspondance que le produit de la vente, en monnaie locale, des marchandises importées sera déposé à un compte spécial et que tout engagement de ces fonds sera soumis à l'approbation d'une commission mixte comprenant des représentants du Gouvernement congolais, de l'Opération des Nations Unies au Congo et du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Il a été également convenu que ces fonds, qui ne peuvent pas être utilisés par le Gouvernement pour le service ou le remboursement d'une dette publique, doivent être affectés comme suit :
- (a) 95 pour 100 à titre de contribution au budget ordinaire de la République du Congo;
 - (b) 5 pour 100 à titre de participation des Etats-Unis aux dépenses d'assistance technique au Congo. Il a été également indiqué que le Gouvernement des Etats-Unis a l'intention de continuer, conformément aux procédures établies, à demander l'accord des Nations Unies sur tous projets bilatéraux d'assistance technique.
- ...3. Par la suite, aux termes de la lettre - copie ci-jointe - que le Vice-Premier Ministre a adressée le 24 mai 1963 au Chef des Opérations civiles, le Gouvernement congolais a autorisé le Chef des Opérations civiles à accepter les conditions afférentes à l'offre du Gouvernement des Etats-Unis. Le Gouvernement a également déclaré dans cette lettre qu'en dépit de l'existence d'une commission

chargée de régir l'utilisation des fonds de contrepartie provenant de la vente des marchandises fournies au titre des programmes d'aide des Etats-Unis, il ne s'opposerait pas à ce que cette même commission ou une commission analogue administre les fonds de contrepartie résultant de la nouvelle aide. Le Bureau de la Coordination économique représente le Gouvernement congolais à la Commission des fonds de contrepartie du Titre I.

4. (a) Il est convenu entre le Gouvernement congolais, le Gouvernement des Etats-Unis et les Opérations civiles des Nations Unies au Congo de créer une commission tripartite comprenant des représentants de la République du Congo, des Etats-Unis d'Amérique et des Nations Unies. Elle sera dénommée Commission des fonds de contrepartie.
- (b) Les attributions de la Commission sont les suivantes :
 - (i) La Commission examinera la situation de la Trésorerie, en consultation avec le Ministère des Finances, le Conseil monétaire (Banque centrale), et tous autres conseillers en matière monétaire et fiscale. A cette fin, elle étudiera les prévisions budgétaires et les chiffres mêmes des recouvrements et des dépenses.
 - (ii) La Commission examinera le montant estimatif et les rapports concernant le montant exact des fonds de contrepartie en francs congolais obtenus au titre de divers accords destinés à appuyer les importations congolaises.
 - (iii) La Commission approuvera les prélèvements de fonds de contrepartie sur le compte spécial en francs congolais et autorisera le transfert de fonds à la Trésorerie congolaise, en précisant les conditions qu'elle jugera nécessaires.
 - (iv) Le Gouvernement fournira tous renseignements et documents dont la Commission pourrait avoir besoin pour s'acquitter de ses responsabilités.
 - (v) La Commission doit s'assurer que des rapports sur la comptabilité, la vérification et l'utilisation des fonds de contrepartie sont rendus publics de temps à autre.

Réf: Civ.Ops. 176/63

le 16 mai 1963

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer, ci-joint, le texte de la lettre que nous venons de recevoir de la Mission des Etats-Unis offrant au Gouvernement du Congo, par l'intermédiaire de l'ONU, une contribution financière d'un montant de dix millions de dollars au titre du second trimestre du programme d'importation de 1963.

Tout en recommandant l'offre des Etats-Unis d'Amérique à votre considération, je désirerais attirer particulièrement votre attention sur la condition stipulée dans la lettre du Gouvernement des Etats-Unis concernant l'utilisation des fonds de contrepartie résultant de la vente des produits importés au Congo. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique propose que ces fonds de contrepartie soient employés en consultation avec une commission des fonds de contrepartie comprenant des représentants du Gouvernement de la République du Congo, des Nations Unies et du Gouvernement des Etats-Unis.

Cette Commission existe déjà en ce qui concerne les fonds de contrepartie provenant de la vente des marchandises fournies au Gouvernement congolais au Titre I de la Loi publique 480 des Etats-Unis.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire connaître si l'offre d'aide financière mentionnée ci-dessus est acceptable pour votre Gouvernement.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

(signé)

S. Habib Ahmed
Chef des Opérations civiles

Son Excellence
Monsieur Cyrille Adoula
Premier Ministre du Gouvernement
de la République du Congo
Léopoldville

TEXTE DE LA LETTRE DU 13 MAI 1963 ADRESSEE PAR LA MISSION DES ETATS-UNIS

" Je suis heureux de vous informer que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a accepté de fournir une contribution aux Nations Unies pour le Congo d'un montant de dix millions de dollars à prélever sur les crédits disponibles au cours de l'exercice financier des Etats-Unis pour 1963 afin de contribuer à maintenir le niveau des importations, de lutter contre l'inflation et d'accroître la production au Congo. Ces fonds devront être utilisés pour financer celles des importations essentielles jugées urgentes par la République du Congo et comprises dans le programme d'importation du premier trimestre de 1963 établi et approuvé par le Directeur du Bureau de la Coordination économique du Gouvernement congolais, qui seront indiquées au Gouvernement des Etats-Unis conformément aux procédures d'autorisation d'achat établies à l'occasion de l'octroi par les Etats-Unis des quinze millions de dollars fournis en vue de l'exécution du programme d'importation de la République du Congo pour le premier trimestre de 1963.

Rappelons que conformément à ces procédures d'autorisation d'achat, l'Agence pour le Développement International (AID) devra rembourser aux banques des Etats-Unis intéressées les paiements faits sous couvert de lettres de crédit émises pour financer les importations des produits approuvés par le Directeur du Bureau de la Coordination économique du Gouvernement congolais. Dans chaque cas l'accord des Nations Unies sera requis. Les arrangements relatifs à l'achat et au transport des produits financés dans ces conditions seront conformes aux dispositions de la Législation des Etats-Unis, comme c'est actuellement le cas.

Le produit de la vente en monnaie locale des marchandises importées sera déposé à un Compte spécial et tout engagement de ces fonds sera soumis à l'approbation d'une commission mixte comprenant des représentants du Gouvernement congolais, de l'Opération des Nations Unies au Congo et du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Ces fonds, qui ne peuvent être utilisés pour le service ou le remboursement de la dette publique, seront employés de la manière suivante:

- (a) 95 pour 100 à titre de contribution au budget ordinaire du Gouvernement de la République du Congo;
- (b) 5 pour 100 à titre de participation des Etats-Unis aux dépenses d'assistance technique au Congo (le Gouvernement des Etats-Unis a l'intention de continuer à demander, conformément à la procédure établie, l'accord des Nations Unies pour tous ses projets bilatéraux d'assistance technique).

Nous vous serions obligés de bien vouloir nous confirmer que la contribution fournie par les Etats-Unis dans ces conditions est acceptable pour la République du Congo. "

Texte de la lettre adressée à M. Yost par M. Narasimhan en date du
24 mai 1963

" Comme suite à la lettre de M. G. Duran datée du 14 mai 1963, à propos de l'aide offerte au Congo par les Etats-Unis, d'un montant de 10 millions de dollars destinés à appuyer le programme d'importation du deuxième trimestre, j'ai le plaisir de vous transmettre le texte d'une lettre que M. J. Kasongo, Vice-Premier Ministre de la République du Congo, a adressée à ce sujet au Chef des Opérations civiles en date du 24 mai. "

REPUBLIQUE DU CONGO

CABINET
DU PREMIER MINISTRE

Léopoldville, le 24 mai 1963

N° 01272/CAB/P.M.

MONSIEUR LE CHEF DES OPERATIONS
CIVILES DE L'ONU AU CONGO

Offre du Gouvernement des
Etats-Unis de 10 millions
de dollars

LEOPOLDVILLE

Monsieur le Chef des Opérations civiles,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre que vous avez adressée en date du 16 mai 1963 à Monsieur le Premier Ministre, par laquelle vous communiquez l'offre du Gouvernement des Etats-Unis au Gouvernement du Congo d'un montant de 10 millions de dollars à l'appui de notre programme d'importation pour le deuxième trimestre de 1963.

Je désire par la présente vous remercier d'avoir bien voulu recommander l'offre en attirant notre attention sur la condition stipulée dans la lettre du Gouvernement des Etats-Unis concernant l'utilisation des fonds de contrepartie résultant de la vente des produits importés au Congo.

Comme vous le dites, une commission existe déjà qui est chargée de régir l'utilisation des fonds de contrepartie provenant de la vente des marchandises fournies au Gouvernement congolais en fonction du programme d'aide américaine. Nous ne nous opposons pas à ce que cette même commission ou une commission analogue régisse l'utilisation des fonds de contrepartie provenant de cette nouvelle tranche d'aide. Il nous semble cependant que les travaux de la commission se borneraient seulement à autoriser des prélèvements sur le fonds de contrepartie pour les verser à la Trésorerie en tant que contribution au financement de budget ordinaire. Ce budget, comme vous le savez, est préparé annuellement par le Gouvernement et voté par le Parlement. Une fois adopté, le budget ne peut pas être modifié.

En communiquant notre acceptation de l'offre américaine, je vous prie de bien vouloir exprimer au Gouvernement des Etats-Unis toute notre reconnaissance de leur assistance généreuse et de croire, Monsieur le Chef des Opérations civiles, à l'assurance de ma haute considération.

LE VICE-PREMIER MINISTRE :

J. KASONGO (signé)

Texte de la lettre adressée à M. Yost par M. Narasimhan en date du
28 mai 1963

" Sur la base de la lettre adressée par M. J. Kasongo, Vice-Premier Ministre de la République du Congo, au Chef des Opérations civiles de l'ONUC, et que je vous ai transmise par ma lettre du 24 mai 1963, j'ai le plaisir de vous confirmer que la contribution de 10 millions de dollars faite par les Etats-Unis à l'appui du programme d'importation du Gouvernement congolais pour le deuxième trimestre de l'année en cours a été acceptée.

+ + +